

# Le rebond du « printemps arabe » : les femmes au-devant

mercredi 1er mai 2019, par [PALMIERI Joelle](#) (Date de rédaction antérieure : 30 avril 2019).

**En Algérie et au Soudan, « les femmes » sont présentées dans les médias et sur les réseaux sociaux numériques comme les nouvelles égéries de la révolution, des « printemps arabes » du moment. Suivistes, supporters désintéressées, fortes personnalités, compagnes de combat des militants de la révolution ? Parce qu'elles ne le sont pas, les manifestantes ont fait l'événement. Pourtant non seulement elles occupent le terrain de la contestation de longue date mais ont des revendications spécifiques. Elles sont féministes.**

L'actualité

En Algérie, depuis le 22 février 2019, les médias et les réseaux sociaux numériques ont découvert les organisations de femmes qui dénoncent les violences sexuelles, la délégitimation des militantes (« dévergondées », « sources de déliquescence de la société algérienne ») et demandent l'abrogation du Code de la famille, l'application de l'égalité des droits entre les genres et l'abrogation de la clause du pardon relative à l'article 341 bis du Code pénal promulguée dans le cadre de la loi contre les violences faites aux femmes. Ces luttes sont anciennes si bien que les féministes sont montrées du doigt, agressées physiquement, par leurs homologues masculins qui ne les voient toujours pas d'un bon œil ces revendications, jugées spécifiques, nommées « lamentations », susceptibles de « diviser le mouvement » plutôt que de viser l'Union nationale pour « dégager le système algérien ».

Au Soudan, une image, celle d'une femme « juchée sur le toit d'une voiture », a fait les unes des médias et des réseaux sociaux numériques en tant qu'icône de la révolution en cours au Soudan contre le régime d'Omar El-Bechir. Promue symbole d'un ensemble de femmes de classe moyenne, elle met en exergue le rôle prépondérant des reines dans son pays. Pourtant à elles seules, les reines n'ont pas fait l'histoire du pays. Bien que les partis traditionnels de l'opposition, qu'ils soient d'inspiration islamique, socialiste ou panarabe, s'opposent aux revendications de leurs adhérentes, les organisations de femmes soudanaises ont toujours occupé une place de choix dans la lutte pour l'égalité - selon le « Gender Inequality Index », le Soudan se plaçait en 2017 au 139<sup>e</sup> rang, sur 189 - ou les négociations de paix. Elles se sont investies très tôt dans la destitution du Président, reconnu responsable par la CPI de crimes contre l'humanité : 300 000 morts lors du conflit du Darfour, plus de 2,7 millions de personnes déplacées, 1,1 million de personnes privées de nourriture, 1,5 privées des soins de santé et plus d'un million privées d'eau.

L'importance de la mobilisation féministe lors des élections municipales turques le 31 mars 2019 a moins fait les manchettes. Les médias ont constaté l'échec de l'AKP, parti du Président, notamment dans les villes d'Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, Antalya et Mersin... Certains ont soulevé la faiblesse de la représentation féminine parmi les candidats : 7,89% de femmes, dont 10,8% dans les grandes villes, à l'image du faible taux de députées (24%) au Parlement. Peu ont fait le rapprochement avec

la manifestation féministe sur la place Taskim le 8 mars précédent, qui avait perturbé les campagnes. Considérées « anti-islamiques » par le parti au pouvoir, les militantes ont résisté à la violence policière tout en dénonçant les [féminicides](#) et plus généralement les violences sexuelles, les discriminations économiques et politiques, les atteintes aux libertés, dirigées contre les femmes.

Très peu de médias se sont intéressés à la place des femmes aux élections législatives en Israël. Lors du 21<sup>e</sup> renouvellement de la Knesset le 9 avril 2019, sur 120 députés de 39 partis, 29 sont des femmes, soit moins d'un sixième et une baisse par rapport à la précédente législature (35). Ce très faible résultat est dû aux choix des partis ultra-orthodoxes, troisième plus forte représentation parlementaire, de s'opposer pour des raisons religieuses à la présence de femmes à l'Assemblée. Tant et si bien que les candidates ultra-orthodoxes ont figuré sur des listes d'autres partis de droite.

À Madagascar, alors que seuls 13% des candidats aux élections législatives du 27 mai 2019, soit 126 sur les 855, sont des femmes, les journaux et autres plateformes numériques n'ont pas jugé bon de s'en alarmer, invoquant simplement la « faible implication des femmes ». Pourtant les femmes malgaches depuis longtemps le terrain de l'égalité femmes/hommes.

## Les différents contextes

Comment expliquer la différence accordée par les médias entre les pays arabes et les autres ? Pourquoi une telle violence du côté des hommes en mouvement ? Pour répondre, il nous faut fouiller à la fois des causes idéologiques et économiques.

Tout d'abord, l'Algérie et le Soudan sont des pays arabes pour lesquels il est, depuis l'Europe, entendu que les contestations féminines, de surcroît féministes, sont anachroniques pour ne pas dire exotiques. Ce point de vue renvoie à une vision occidentale de la contestation qui considère les populations de ces anciennes colonies subalternes et la religion musulmane barbare. Il est sous-entendu que les femmes de ces pays seraient « soumises », « discriminées », « victimes », à cause de l'Islam. La Turquie fait dans ce contexte figure d'exception car entre deux rives : celle de l'Europe et celle du Moyen-Orient. Israël et Madagascar sont, du point de vue occidental et par leurs histoire et religion majoritaire (judaïsme et christianisme), écartés de tout soupçon misogynie. Tous ces pays ont en commun d'être dirigés par des hommes, pour la plupart autoritaires, qui défendent leurs intérêts personnels avant l'intérêt général. Conflits militaires, financiers, ségrégation à l'égard de pans de population, sexisme ordinaire, antiféminisme, en sont les principales conséquences.

Ensuite, l'histoire se répète. Les féministes rencontrent de longue date l'hostilité des militants convaincus que mettre en avant les inégalités de genre crée la [division](#). L'union nationale, considérée par les militants comme prioritaire, renvoie les femmes à des rôles de « membres auxiliaires » de la nation, reproductrices d'enfants. Les inégalités de sexe se régleront selon eux après la révolution. Passée sous silence, cette violence rend les médias complices par ignorance, par mépris des luttes des femmes, par antiféminisme.

Enfin, et cela n'est pas soulevé, l'Algérie et le Soudan sont les rois du pétrole. En 2013, le premier pays occupe la 18<sup>e</sup> position et le deuxième la 34<sup>e</sup> dans la production de brut. La Turquie, quant à elle, arrive en 56<sup>e</sup> position et profite de plusieurs oléoducs pétroliers traversant son territoire pour alimenter les marchés européens. De son côté, même si quelques gisements ont été découverts au large de ses côtes, Israël dépense environ 10 milliards de dollars par an pour importer plus de 98% du pétrole qu'il utilise. Madagascar produit environ 4 000 barils de pétrole par jour à mettre en balance avec respectivement les 1 586 millions barils par jour produits en moyenne en Algérie en 2015 et les 110 000 au Soudan depuis 2012.

La polarisation des médias sur les deux pays, et en particulier sur le rôle des femmes dans les révolutions en cours, ne viendrait-elle pas de cet enjeu économique de taille que représente la production de pétrole ? Ou est-ce la mise en équation par les féministes de cet enjeu énergétique avec les violences multiples internes aux pays qui fait effet ? Révélation ? Souhaitons-le.

---

**Joelle Palmieri**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

**P.-S.**

Plateforme Altermondialiste

<http://alter.quebec/le-rebond-du-printemps-arabe-les-femmes-au-devant/>